

# L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 18 juin 2018

## Les dingues du pognon

Alors que l'Aquarius et ses 630 migrants erraient en Méditerranée à la recherche d'un port, Emmanuel Macron préparait un coup de com' à la Donald Trump, avec la même vulgarité et la même arrogance : une vidéo « en off » sur internet où il s'en prenait violemment aux minima sociaux qui selon lui coûtent « un pognon de dingue » et en pure perte puisque « les pauvres restent pauvres ». Conclusion implicite : puisque les pauvres restent pauvres, autant confier l'argent aux riches pour qu'ils s'enrichissent encore plus.

« En même temps », pour ne pas faire trop « président des riches », il chargeait le ministre de l'économie de trouver « choquant » la rémunération du PDG de Carrefour, lequel, même sans sa prime de départ de 3,5 millions d'euros, se consolera avec ses 17 millions engrangées en 2017 et une retraite-chapeau de 500 000 euros annuels. Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, quant à lui, conserve ses 7,4 millions d'euros en dépit du vote de Bercy.

Le salaire moyen des patrons du CAC 40 est passé de 3,6 millions d'euros en 2014 à 4,8 millions en 2017. Le gouvernement n'a pas l'air de trouver que les 140 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux entreprises soient un « pognon de dingue », alors que leur impact sur l'emploi est quasi-nul.

### **Prendre aux pauvres pour assister les riches**

Comme quoi Macron, qui se prend pour Jupiter, doit plutôt son inspiration à Mercure, le dieu des voleurs et des menteurs.

Ainsi, ce qui pour lui coûte trop cher, ce sont les aides sociales versées aux plus pauvres. C'est-à-dire, environ 26 milliards d'euros, soit 1 % du PIB, alors

que la pauvreté concerne tout de même 14 % de la population. Selon le *Canard Enchaîné*, le gouvernement veut supprimer 7 milliards d'euros d'aides, alors que le montant de non recours aux droits (RSA, CMU...), vu le parcours du combattant des démarches à faire, s'élève à environ 10 milliards d'euros selon l'Observatoire des inégalités. 10 milliards de cadeau à l'État consentis malgré eux par les pauvres, auxquels Macron veut soutirer 7 milliards de plus.

Le ministre du budget ose agiter l'épouvantail de la fraude aux aides sociales : une goutte d'eau par rapport à la fraude fiscale et sociale des entreprises. Entre 6 et 25 milliards d'euros seraient perdus chaque année uniquement à cause du non-paiement des cotisations par les entreprises selon la Cour des comptes. Mais Macron préfère « responsabiliser » les pauvres. Et ce qu'il entend par « responsabiliser », c'est contraindre ceux qui touchent le RSA... au bénévolat, comme vient de le préconiser le Conseil d'Etat. Bref, au travail gratuit !

Le pauvre est une cible facile... jusqu'à ce qu'il se rebiffe. « Et gare à la revanche », comme le chantaient les Communards en 1871, « quand tous les pauvres s'y mettront ! »

## France-Italie : match du cynisme

L'Aquarius, affrété par Médecins sans frontières pour sauver les réfugiés, s'est vu refuser l'accès aux ports italiens par le nouveau gouvernement d'extrême-droite au pouvoir à Rome. Le comble de l'hypocrisie a été atteint quand Macron, qui se distingue déjà par son acharnement à recevoir le moins de migrants possible, a jugé le gouvernement italien « irresponsable et cynique », tout en refusant d'accueillir le bateau dans un port français. C'est finalement l'Espagne qui l'a accueilli.

Les États européens, à commencer par la France, montrent leur pire visage : celui du rejet des migrants. L'Europe des barbelés et de la fermeture des frontières a des conséquences meurtrières, avec une hécatombe en Méditerranée, un véritable crime contre l'humanité. L'Europe a largement les moyens d'accueillir ceux qui fuient la misère, les dictatures et les guerres dont sont responsables nos propres gouvernements. Elle a tout à redouter en revanche des gouvernements d'extrême-droite et de ceux qui, comme en France, les imitent.

**35 heures en pièces détachées...**

Jeudi dernier, à PSA Vesoul, la direction a fait valider son accord de démantèlement des 35 heures par 3 syndicats béni-oui-oui. Pour septembre, elle veut que les 3 000 salariés aient comme base légale du temps de travail 37h45 payées 36h. Pour empêcher l'application de cet accord à Vesoul et son extension à d'autres sites : une pétition sur l'ensemble du groupe a réuni plus de 10 000 signatures, c'est un début de solidarité qui servira pour continuer la lutte.

**Une attaque générale contre toute la classe ouvrière**

L'accord de Vesoul prévoit la création de 80 emplois en 3 ans, à comparer aux 450 postes qu'il est prévu de supprimer. Une prime exceptionnelle de 80 € sera distribuée aux salariés et au-delà de 37h45 la majoration sera de 40 %. De la poudre aux yeux qui ne compense pas le vol avec 1h45 de travail gratuit chaque semaine.

Avec ce premier accord, le but de la direction de PSA aidé par Macron est de faire disparaître les 35h à Vesoul comme ailleurs dans le pays.

**Aie confiance, crois en moi...**

La direction a fait diffuser un tract de propagande où elle fait miroiter l'annonce en octobre d'un 2<sup>e</sup> véhicule à Poissy : « la lumière apparaît au bout du tunnel », tout le baratin... Mais pour combien d'emplois conservés ? Et combien de saloperies en contrepartie ?

Elle indique que PSA Poissy serait « 22 % plus cher que les objectifs fixés » : manière de nous préparer à subir une nouvelle attaque sur les salaires ?

La « pérennité de notre site » c'est une chose, mais n'être plus qu'une poignée avec des conditions de travail désastreuses, c'en est une autre. Si nous voulons un avenir il faut compter sur nos luttes pour forcer au maintien des postes et à des salaires corrects.

**Coup monté de la hiérarchie**

Vendredi 8 juin, équipe 12, B5 Ferrage, un ouvrier, Jacques est arrivé au briefing juste derrière son RU. Sur son poste, le RU est venu encore lui mettre la pression sur son prétendu retard. Jacques lui a dit qu'il était hors de question qu'on lui retire 10 minutes d'absence. La direction a alors décidé de le sanctionner d'une mise à pied conservatoire avec entretien préalable à licenciement sous 10 jours. Pétition et rassemblement réussis ont eu lieu pour le défendre. Pas question d'accepter ce climat de terreur avec des sanctions pour des prétextes bidon.

**Faut travailler avec palme et tuba ?**

Mardi dernier, avec les intempéries, tout un secteur du B3 s'est retrouvé inondé. Soit l'eau remontait des égouts, soit elle tombait du plafond en cascade. Au bout de plusieurs heures où les caristes roulaient dans l'eau, le mécontentement est monté. Les chefs ont dû se résoudre à stopper la production, le temps que le niveau baisse. On a pu alors constater combien le niveau d'irresponsabilité de la direction était resté élevé.

**Travail à la carte (floue)**

Les plannings de travail deviennent de plus en plus délirants. Les programmations d'H+ tombent en pagaille (jusqu'à 3 comptes rendus de CE exceptionnel en 2 heures !), tout comme les annulations de séances : H-encore pour Ferrage et Peinture, en 22 mardi et en 12 mercredi. Ferrage et Peinture font des H+, on prévoit du travail samedi matin, et en même temps chôment 2 séances cette semaine. Les dirigeants fument-ils leur belle moquette ?

**Ça fuit comme vache qui laisse pisser !**

Au Montage, la direction refuse de déplacer du B3 au B2 le robot qui colle les toits de cabriolets de la DS3. Les véhicules encombrant le BTU et les ouvriers collent les toits à la main, à leurs risques et périls. La DS3 finit bientôt, alors la direction laisse pisser. Et s'il n'y avait que les toits ! Mais en HC, ce sont aussi les pare-brise et lunettes arrière des 208 et DS3 qui doivent être aussi collés à la main : il y a énormément de fuites. On revient 20 ans en arrière, sauf qu'à l'époque la direction y mettait les moyens. Ces économies bidon de radins, ça devient n'importe quoi.

**Se faire craindre : ça paye**

La direction de l'usine PSA de Trnava vient d'annoncer une augmentation de salaires de 7,7 % cette année. PSA comme l'ensemble du patronat a peur d'une vague de grève dans l'automobile dans les pays de l'Est. En juin dernier 12 000 ouvriers de l'usine Volkswagen à Bratislava en Slovaquie avait gagné leur grève avec 13,5 % d'augmentation sur 2 ans et une prime immédiate de 500 €. Début 2017, il y avait eu une lutte chez Audi en Hongrie et 20 jours de grève chez Fiat-Chrysler en Serbie. Kia avait déjà dû augmenter de 8,8% ses salariés en Slovaquie pour ne pas avoir de conflits.

**Ford : subventionné à licencier**

Le 7 juin, Ford a annoncé un plan de licenciement pour son site de Blanquefort (900 salariés) produisant des boîtes de vitesse. Ces 5 dernières années Ford a raflé 50 millions d'aides publiques. Ce « pognon de dingue » encaissé, Ford, qui pèse 7,6 milliards de dollars de bénéfices au niveau mondial, se prépare à fermer l'usine fin 2019.

Ford n'est pas le seul site menacé dans la région. Après GM&S de la Souterraine, ce sont maintenant les usines Metal Aquitaine de Fumel et Bosch de Rodez qui sont menacées. Si ceux de Ford en appellent à tous les travailleurs de la région et de France menacés par les fermetures et licenciements, ils pourraient bien forcer tous les licenciements et leurs complices au gouvernement à reculer sur toutes les revendications des ouvriers.

**Merci à tous !**

La collecte aux portes de l'usine a permis de récolter 210 €. Une somme qui nous encourage à continuer à dénoncer dans l'usine les patrons de PSA et d'ailleurs pour encore un bon moment !